

Notice explicative Comptes administratifs SICECO 2024

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales dispose qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour le Syndicat ; elle est disponible sur le site internet du SICECO.

Le compte administratif est un document « bilan » qui retrace à la fin de l'exercice l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées sur l'exercice. Les sections de fonctionnement et d'investissement structurent le budget de la collectivité.

La présente note abordera par section et par chapitre les éléments principaux de la gestion comptable de l'exercice 2024 du budget principal et des budgets annexes.

I SECTION DE FONCTIONNEMENT :

A. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :

La clôture des comptes de l'exercice 2024 fait apparaître un montant total de dépenses de 9 254 246.63 € pour un total de crédits ouverts de 17 612 832 €. Il convient de préciser que parmi les crédits ouverts, le virement à la section d'investissement ne fait pas l'objet d'un mandatement.

Si l'on retire le virement à la section d'investissement (compte 023) le montant total des crédits ouverts est de 10 601 482 €.

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement est donc de 87.29 %.

➤ Chapitre 011 Charges à caractère général :

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 99.34 %

Cette ligne budgétaire comprend l'ensemble des dépenses liées au fonctionnement du bâtiment du SICECO (fluides, maintenance...), les contrôles de conformité de l'éclairage public, toutes les études non suivies de travaux, les diagnostics énergétiques du patrimoine bâti des adhérents...

Au sein de ce chapitre certains comptes montrent des écarts entre les prévisions et les réalisations :

- **Compte 6042** : Ce compte suit les dépenses réalisées pour le contrôle de conformité des équipements d'éclairage public. Le volume des contrôles réalisés a été supérieur à celui initialement prévu.
- **Compte 60612** : L'écart avec les prévisions est lié au fait que lors de la préparation du BP, il demeurait encore de nombreuses incertitudes sur le coût de l'électricité et sur les amortisseurs que l'Etat comptait mettre en œuvre. Dès lors le principe de prudence a conduit à prévoir une enveloppe élevée sur ce poste de dépense.
- **Compte 60622** : La forte baisse des dépenses de carburant pour le parc de véhicules du SICECO s'explique par la distinction comptable plus fine entre les dépenses réalisées par les agents de celles effectuées par les élus (compte 65312).
- **Compte 60636** : Le niveau des consommations s'explique par le renouvellement des vestes de protection pour les agents du service réseaux.
- **Comptes 615232 et 6156** : Le dépassement des crédits ouverts s'explique par la hausse des sinistres nettement supérieure au montant prévu lors du BP (250 000 €).

Pour information le compte 615232 se décline ainsi :

- Sinistres sur les ouvrages d'éclairage public : 347 316 € ;
- Opérations de maintenance d'éclairage public éligibles au FCTVA : 589 711 €.

Le compte 6156 agrège les opérations de maintenance non éligibles au FCTVA pour un montant de 659 035 €.

- **Compte 61558** : ce compte comprend les dépenses informatiques non éligibles au FCTVA. Celles qui le sont apparaissent au compte 65811.
Au niveau global les crédits ouverts pour les dépenses informatiques sont de 292 750 € pour un niveau final de consommation de 228 648 €.
- **Article 617** : le faible niveau de consommation s'explique notamment par le décalage de certaines dépenses relatives aux études liées au déploiement du Gnv-BioGnv en 2025. De plus des crédits ont été ouverts en début d'année pour accompagner une éventuelle demande d'un adhérent pour un PCAET. Aucune demande n'a été formulée en 2024.
- **Article 6236** : le niveau de consommations s'explique par le report de certaines actions de communication institutionnelle sur 2023 et sur un niveau de prix pour la réalisation des supports (plaquette institutionnelle, rapport d'activité, visuels...) inférieur aux estimations initiales.
- **Article 6251** : le dépassement de l'enveloppe est lié à l'inscription des agents du SICECO à des formations de plusieurs jours sur Paris.
- **Compte 6281** : ce poste comptabilise les cotisations que verse le SICECO à des partenaires, notamment :

Objet	Montant
Cotisation ATEE	6 216
Cotisation AFE	1 729
Cotisation AMORCE	2 919
Cotisation ATMO	500
Cotisation Bourgogne Franche Comté Mobilité	1 000
Participation CAS de Dijon	20 000

Frais dépôt CEE European Energy Exchange	332
Cotisation FNCCR	63 357
Cotisation FIBOIS BFC	290
Participation aux frais Congrès FNCCR (SYDED)	1 915

➤ *Chapitre 012 Les charges de personnel*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 94.70 %

Cette ligne budgétaire comprend l'ensemble des dépenses brutes liées à la masse salariale du personnel affecté au SICECO.

Outre le Glissement-Vieillesse-Technicité (GVT), la hausse des dépenses de personnel (9.6 %) par rapport à 2023 s'explique notamment par la hausse du point d'indice de 1.5% au 1^{er} juillet 2023 sur une année pleine.

Pour mémoire, le budget prévisionnel 2024 a notamment pris en compte les éléments suivants :

- Valorisation du chapitre 012 au regard de la réalisation du tableau des effectifs (100 % des postes ouverts pourvus au 1er janvier 2024),
- Mise en place d'un GVT à 2.5 %,
- Prise en compte de l'impact de la hausse du point d'indice de 1.5% au 1er juillet 2023 sur 2024,
- Prise en compte de la hausse des cotisations patronales,
- Intégration de la hausse de 5 points des indices majorés de l'ensemble du personnel,
- Valorisation de la mise en place des chèques déjeuners au SICECO à partir du 1er janvier 2024.

De plus en cours d'année les élus ont décidé de mettre en place la prime exceptionnelle sur le pouvoir d'achat.

La différence entre le budget réalisé et les crédits ouverts est liée à la non-réalisation de l'ensemble des recrutements prévus dans le tableau des effectifs (notamment au niveau des poste de CEP).

➤ *Chapitre 014 Les atténuations de produits :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 91.21 %.

Cette ligne budgétaire comprend le reversement de la TCCFE perçue par le SICECO et reversée aux communes dites « urbaines ».

La baisse importante des montants reversés s'explique par la mise en place de la réforme de la TCCFE qui a généré pour le SICECO des recettes supplémentaires importantes en 2023 (Cf. éléments p.6 « chapitre 73 »).

➤ *Chapitre 65 Les autres charges de gestion courante :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 63.40 %.

Cette ligne budgétaire comprend notamment le reversement de la RODP aux communes sur le réseau électrique, les indemnités des élus, les subventions aux associations.

- **Article 657341 :** le montant de ce compte se ventile entre la RODP « électrique » qui est annuelle et la RODP « communication électroniques » qui compte tenu des faibles montants est reversée tous les 3-4 ans. En outre en 2023 le SICECO a mis en œuvre une redevance incitative en faveur du regroupement de la compétence gaz. Le montant total de cette redevance pour l'exercice 2024 est de 87 794.5 €.
- **Article 6574 :** 20 000 € ont été versés à Electriciens Sans Frontières (ESF) ; 10 000 € au titre de la convention pluriannuelle et 10 000 € au titre d'un programme exceptionnel de soutien à l'Ukraine.
10 000 € ont été versés à Bourgogne Energies Renouvelables.

• **Article 65888 :** l'écart entre les prévisions et les consommations s'explique par :
Le décalage sur l'exercice 2025 des études relatives à l'autoconsommation (126 000 €) et à la mobilité ainsi que les études de faisabilité et de MOE bois pour les réseaux de chaleur d'Arnay-le-Duc, de Saulieu Centre et de Nolay (486 000 € de crédits non consommés).

De plus il est rappelé que dans le cadre du programme relatif au CCRT, le SICECO a la charge de la perception et du reversement des subventions relatives au fonds chaleur. En 2024, la non-consommation des crédits sur ce poste s'élève à environ 272 000 €.

La ventilation par « grandes masses » et par postes est la suivante :

	BP+BS+DM 2024	CA 2024
Ancien chapitre 65	Etudes énergétiques des bâtiments (250 000 €) Faisabilité bois et MOE réseaux (428 000 €) Planification énergétique PCAET et autre (240 000 €) Photovoltaïque-Autoconsommation (126 000 €) Etudes faisabilité chaudières fioul (75 000 €)	Etudes énergétiques des bâtiments (195 000 €) Faisabilité bois et MOE réseaux (30 692 €) Planification énergétique PCAET et autre (153 277 €) Photovoltaïque-Autoconsommation (0 €) Etudes faisabilité chaudières fioul (75 948 €)
Ancien chapitre 67	Frais groupement achat énergie (37 000 €) Reversement CEE (65 000 €) Reversement ACTEE aux Syndicats (466 000 €) Reversement CCrt (272 000 €)	Frais groupement achat énergie (0 €) Reversement CEE (76 994 €) Reversement ACTEE aux Syndicats (474 000 €) Reversement CCrt (0 €)

➤ *Chapitre 66 Les charges financières :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 70.49 %.
Aucun emprunt n'a été souscrit en 2024.

➤ *Chapitre 67 Charges exceptionnelles :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 0 %.

Avec la mise en place de la M57 ce chapitre ne comptabilise pratiquement que les annulations de titres.

➤ *Chapitre 68 Dotations aux amortissements et aux provisions :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 99.17 %.

Il convient de rappeler que 600 000 € ont été mandatés pour la constitution d'une provision pour risque et charge dans le cadre de la renégociation du contrat de concession. Le Comité a en effet décidé d'anticiper un éventuel retard dans le renouvellement du contrat dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2028 et de permettre au Syndicat de disposer des ressources financières pour poursuivre ses activités durant ce délai dans l'hypothèse où il ne percevrait plus les redevances habituelles du concessionnaire.

Les provisions constituées ont vocation à couvrir un montant équivalent à 3 exercices pour les redevances R1, R2 et article 8 que ne percevrait plus le SICECO à compter de 2029 si le contrat de concession n'était pas renouvelé avant son terme.

Au 31/12/2024 1 740 000 € de provisions ont été constituées.

➤ *Chapitre 042 – article 6811 dotations aux amortissements :*

La hausse du niveau des dotations aux amortissements par rapport à 2023 s'explique par l'intégration dans l'actif du volume important de subventions versées par le SICECO à ses adhérents dans le cadre des programmes d'appel à projets pour la rénovation du bâti.

B. RECETTES FONCTIONNEMENT

La clôture des comptes de l'exercice 2024 fait apparaître un montant total de recettes de 19 873 289.36 € (résultat de 2023 inclus) pour un total de crédits ouverts de 20 191 335.36 € soit un taux de réalisation de 98.42 %.

➤ *Chapitre 013 Atténuation de charges :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 47.05 %

Ce chapitre budgétaire comprend les subventions sur les postes de CEP recrutés par le SICECO ainsi que les remboursements sur charges de sécurité sociale et prévoyance.

- **Article 6419 :** 67 173.17 € ont été perçus au titre du subventionnement des postes CEP par le Pays Seine et Tille, l'ADEME et le FEDER. Le décalage entre les prévisions et les réalisations s'explique par le fait que certaines subventions portent sur des postes qui n'ont pas été pourvus (Cf. chapitre 012).
- **Article 6459 :** les recettes inscrites sur ce compte concernent essentiellement des remboursements d'indemnités journalières sur congés maternité (7 631.67 €).

➤ *Chapitre 70 Produits des services du domaine et ventes diverses :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 124.56 %

Ce chapitre budgétaire comprend la perception des redevances perçues sur le domaine public communal, les locations de fourreaux aux opérateurs de communications ainsi que la refacturation des moyens mis à disposition de la SEML par le SICECO (il convient de préciser

que les montants refacturés par le SICECO font l'objet d'une validation par le Conseil d'Administration de la SEML).

- **Article 70388 :** l'écart entre les prévisions et les réalisations s'explique par la facturation pour usage des appuis communs 2023 au titre des communications électroniques (220 437 €) en plus de la location pour les conventions A.

➤ *Chapitre 73 Impôts et taxes :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 99.48 %

Ce chapitre budgétaire comprend la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité par le Syndicat. La Préfecture a adressé la notification au titre de la TCCFE pour l'exercice 2024 qui sera d'un montant de 7 099 069 €.

Le décalage avec les montants inscrits au CA concerne des régularisations relatives à des perceptions de taxe pré-réforme (69 627.32 €).

En effet, en dépit du fait de la mise en place de la réforme, le SICECO a continué de percevoir des montants de TCCFE pour les années antérieures. Par exemple pour l'exercice 2022 (base de calcul initial retenue pour la réforme) la Préfecture a retenu un montant de 6 882 770.81 € (constituée des taxes perçues au titre du T4 de 2021 et des T1-T2-T3 de 2022) alors que la taxe réelle perçue au titre de cet exercice est de 7 176 092.50 €.

Compte tenu de ces éléments et au regard de l'enjeu financier le SICECO a engagé un recours gracieux auprès de la Préfecture.

➤ *Chapitre 74 Dotations, subventions et participations :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 95.43 %

Ce chapitre budgétaire comprend la perception des participations des communes et EPCI pour les sinistres et la maintenance de l'éclairage public et de la signalisation tricolore ainsi que les diagnostics énergétiques du patrimoine bâti, également les participations des EPCI pour les PCAET, Plans Climat Air-Energie-Climat.

- **Article 744 :** depuis 2021 les dépenses de maintenance sur le réseau d'éclairage public sont devenues éligibles au remboursement du FCTVA.
- **Articles 747888 :** le niveau de réalisation des recettes s'explique par la non-réalisation des études (Cf. article 65888) qui ont empêché la perception des recettes associés. Pour mémoire, les crédits inscrits en recettes au 747888 sont liés aux recettes associées (refacturations au Budget Chaleur, subventions...) aux études en lien avec la transition énergétique inscrites au compte 65888.
- **Articles 74741/74748 et 74751/74758 :** le changement de compte s'inscrit dans le travail collaboratif en lien avec la Pairie Départementale destiné à procéder à l'application la plus précise possible de la nomenclature comptable M57.

➤ *Chapitre 75 Autres produits de gestion courante :*

Le taux de réalisation de ce chapitre est de 91.14 %.

Cette ligne budgétaire comprend la perception des redevances versées par les fermiers et concessionnaires ainsi que le versement de la redevance financière liée à la convention de partenariat avec ENEDIS.

Le niveau de réalisation s'explique par le montant de la redevance R2 perçue (101 484 €) nettement inférieur aux prévisions de 350 000 € retenues dans le BP à la suite du DOB.

Pour information, le SICECO a procédé à la cession de CEE pour un montant de 345 604.36 € (montant inscrit au 75888).

➤ *Chapitre 77 Produits exceptionnels :*

Avec la mise en place de la M57, ce chapitre ne comptabilise que les annulations/réductions de mandats.

II SECTION D'INVESTISSEMENT :

A. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

La clôture des comptes de l'exercice 2024 fait apparaître un niveau de mandatement de 21 210 300.28€ pour un montant de crédits ouverts de 33 766 337.68 € soit un taux de réalisation de 62.81 %.

Il convient d'évoquer le montant des restes à réaliser (RAR), c'est-à-dire les engagements et les commandes lancés par le SICECO et qui seront payés en 2025 s'élève à 9 473 122.77 €.

Si l'on ajoute les RAR aux montants mandatés le taux de réalisation s'élève à 90.87 %.

➤ *Chapitre 13 Les subventions d'investissement :*

Ce chapitre comprend les remboursements des "trop perçu" sur les travaux d'extension au bénéfice des particuliers. Le montant à inscrire est difficile à estimer.

Le taux de mandatement des crédits est de 54.81 %.

➤ *Chapitre 16 Le remboursement du capital de la dette :*

Le taux de mandatement des crédits est de 95.80 %.

➤ *Chapitre 20 Les immobilisations incorporelles :*

Cette ligne budgétaire comprend les études nécessaires à la réalisation des investissements relatifs au réseau électrique (renforcement, sécurisation, extension, dissimulation...), à l'éclairage public, au réseau gaz, au déploiement des fourreaux de communications électroniques...

Le taux de mandatement des crédits est de 35.62 %.

Si l'on ajoute les RAR, le taux de réalisation du budget est de 78.20 %.

➤ *Chapitre 2041412 Les subventions versées :*

Cette ligne budgétaire comprend les investissements relatifs au financement par le SICECO des appels à projets de rénovation des bâtiments des adhérents.

Le taux de mandatement des crédits est de 23.91 %.

Si l'on ajoute les RAR, le taux de réalisation du budget est de 78.96 %.

➤ *Chapitre 21 Les immobilisations corporelles :*

Cette ligne budgétaire comprend les achats de matériel pour le SICECO (achat de mobilier pour la salle de réunion, renouvellement de la flotte de véhicules...).

Le taux de mandatement des crédits est de 61.09 %.

Si l'on ajoute les RAR, le taux de réalisation du budget est de 67.19 %.

➤ *Chapitre 23 Les investissements SICECO :*

Cette ligne budgétaire comprend les investissements relatifs au réseau électrique (renforcement, sécurisation, extension, dissimulation...), à l'éclairage public, au réseau gaz, aux infrastructures de recharge de véhicules électriques et au déploiement des fourreaux de communications électroniques.

Le taux de mandatement des crédits est de 63.36 %.

Si l'on ajoute les RAR, le taux de réalisation du budget est de 93.87 %.

Pour information, les dépenses inscrites au compte 2313 concernent les travaux de rénovation du bâtiment du SICECO.

➤ *Chapitre 27 Les participations financières :*

Cette ligne budgétaire comprend les apports du SICECO en capital ou en comptes courants d'associés dans la SEML dans le cadre du déploiement des projets de cette dernière (Parcs éolien, photovoltaïque sol et toiture essentiellement).

Le taux de mandatement des crédits est de 76.19 %.

Si l'on ajoute les RAR, le taux de réalisation du budget est de 100 %.

Pour mémoire, l'échéancier prévisionnel de versement des CCA par le SICECO figure dans l'annexe relative au PPI présentée dans le DOB pour 2025.

B. RECETTES D'INVESTISSEMENT

La clôture des comptes de l'exercice 2024 fait apparaître un niveau de recettes de 16 379 954.84 € pour un montant de crédits ouverts de 33 766 337.68 € soit un taux de réalisation de 48.51 %.

Il convient d'évoquer aussi le montant des restes à réaliser (RAR), c'est-à-dire les engagements et les commandes lancés par le SICECO qui feront l'objet de titres recettes pour le Syndicat seront encaissés en 2025. Ce montant s'élève à 8 482 909.80 €.

Il convient de préciser que parmi les crédits ouverts, le virement de la section de fonctionnement ne fait pas l'objet d'un mandatement.

Si l'on ajoute les RAR aux montants mandatés le taux de réalisation sans le virement de la section de fonctionnement s'élève à 92.93 %.

➤ *Chapitre 10 dotations, fonds divers et réserves :*

Cette ligne budgétaire comprend la récupération du montant de TVA payé par le SICECO sur les travaux d'éclairage public réglés en N-1 ainsi que la prise en compte de l'excédent de fonctionnement capitalisé (mise en réserve des excédents de fonctionnement de N-1 pour financer le besoin d'investissement).

Le taux de mandatement des crédits est de 100.48 %.

➤ *Chapitre 13 Subventions et participations :*

Cette ligne budgétaire comprend notamment les subventions obtenues au titre du FACE, de l'article 8, du dispositif PCT (Part Couverte par le Tarif) ainsi que la participation des communes et des EPCI aux travaux.

Le taux de mandatement des crédits est de 49.56 %.

Si l'on ajoute les RAR, le taux de réalisation du budget est de 92.81 %.

Le niveau de consommation du compte 1322 (région) s'explique par la perception en 2024 du solde des subventions liées aux travaux sur le siège du SICECO.

Les recettes inscrites au compte 1328 concernent les montants perçus au titre de la PCT et de l'article 8.

➤ *Chapitre 16 Emprunts :*

Aucun emprunt n'a été souscrit sur cet exercice.

➤ *Chapitre 27 Autres immobilisations financières :*

Cette ligne budgétaire comprend les reversements de TVA effectués par ENEDIS dans le cadre du contrat de concession.

Le taux de mandatement des crédits est de 38.13 %.

Si l'on ajoute les RAR, le taux de réalisation du budget est de 99.08 %.

III POINT RELATIF AU BUDGET DE LA REGIE « COTE D'OR CHALEUR » :

Le solde global du budget annexe est le suivant :

EXPLOITATION		
DEPENSES HT	RECETTES HT	
430 245.34	553 985.91	123 740.57

INVESTISSEMENT		
DEPENSES HT	RECETTES HT	
126 621.63	921 725.55	795 103.92

Une analyse par réseau de chaleur indique que :

- Le réseau de BLIGNY a dégagé résultat d'exploitation positif de 44 048.86 €. Pour mémoire le résultat de 2023 était de 36 280.22 €. Cela signifie que le réseau de Bligny a dégagé en 2023 un excédent d'exploitation de l'ordre de 7 768.64 €. La section d'investissement est déficitaire en raison d'un sous-dimensionnement de l'emprunt par rapport au coût final des travaux.
- Le réseau de SAULIEU a un excédent de la section de fonctionnement de 27 176.71 €. Pour mémoire le résultat négatif de 2023 était de – 3 287.95 €. Cela signifie que le réseau de SAULIEU a dégagé en 2024 un excédent d'exploitation de 30 464.66 €. La section d'investissement est déficitaire à hauteur de – 25 518.86€.
- Le réseau de FONTAINE FRANCAISE a un excédent de la section de fonctionnement de 52 515 €. Pour mémoire le résultat de 2023 était de 13 455.95 €. Cela signifie que le réseau a dégagé en 2023 un excédent d'exploitation de 39 059.02 €. La section d'investissement est excédentaire à hauteur de 874 599.50 € en raison de la perception d'une partie du solde des subventions liées à la construction du réseau de chaleur. Pour mémoire, il reste un prêt relais de 900 000 € à rembourser avant le 31 juillet 2026.

IV POINT RELATIF AU BUDGET « IRVE » :

Le solde global du budget annexe est le suivant :

FONCTIONNEMENT		
DEPENSES	RECETTES	
207 501.13	229 973.58	22 472.45

INVESTISSEMENT		
DEPENSES	RECETTES	
0,00	127 143	127 143

Le résultat excédentaire de la section d'exploitation de 22 472.45 € (11 774.07 en 2023) s'explique par les éléments suivants :

- Le budget principal du SICECO a abondé le budget annexe à hauteur de 68 500 €,
- Le niveau des recettes perçues a été supérieur à celles de 2023 (23 955.71 €).
- Globalement l'évolution des recettes (44 094 €) a été plus dynamique que celle des dépenses (33 396 €).
- Pour information, le compte 75888 enregistre une recette de 39 882 € relative au paiement de l'amortisseur électrique mis en place par l'Etat lors de la crise des coûts de l'électricité. Ce montant ayant été perçu pour l'ensemble des budgets du Syndicat, 20 900 € ont été reversés au budget SICECO et au budget Régie Chaleur.
- En investissement, le résultat excédentaire est lié aux dotations aux amortissements.